



ENTREPRISE DE PLUS DE 250 SALARIÉS

Engagement explicite à percevoir l'Aide Exceptionnelle pour les contrats d'apprentissage et de professionnalisation

Dans le cadre du plan de relance engagé par le gouvernement, pour les contrats d'apprentissage et de professionnalisation conclus entre le 1^{er} juillet 2020 et le 28 février 2021, une aide exceptionnelle aux employeurs a été mise en place pour la première année d'exécution du contrat visant une formation au plus égale au niveau 7 de la nomenclature des diplômes.

Pour les entreprises de 250 salariés et plus, l'obtention de cette aide est conditionnée à un engagement de l'entreprise à atteindre 5% d'alternants au 31 décembre 2021 suivant les conditions déterminées par décret et variant suivant vos obligations en matière de versement de la contribution supplémentaire à l'apprentissage.

Afin de pouvoir poursuivre l'instruction de votre dossier, il est nécessaire à l'ASP de recueillir votre engagement explicite à percevoir cette aide exceptionnelle dans le respect des conditions spécifiées ci-dessus.

Pour comprendre les modalités de calcul et vous accompagner dans votre prise de décision, vous pouvez consulter la page <https://travail-emploi.gouv.fr/aide-exceptionnelle-apprentissage> qui présente différents cas concrets relatifs à cet engagement.

L'engagement est pris, par une personne dûment habilitée, au nom de l'entreprise (SIREN), et est alors valable pour l'ensemble de ses établissements (SIRET) et pour l'ensemble des contrats en alternance (apprentissage et professionnalisation).

Il vous appartient de vérifier si cet engagement a déjà été pris au nom de votre entreprise par un autre de ses établissements. Si c'est le cas, vous n'avez pas besoin de renvoyer ce présent formulaire à l'ASP pour que vos dossiers soient instruits

Votre engagement rempli et signé est à retourner par voie électronique à l'adresse :

AUEA-gestion@asp-public.fr

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR DE L'ENTREPRISE À PERCEVOIR L'AIDE EXCEPTIONNELLE AUX CONTRATS EN ALTERNANCE

INFORMATIONS GÉNÉRALES DE L'ENTREPRISE

Nom* : _____ Prénom* : _____

Agissant en qualité de* : _____

Dénomination sociale* : _____

N° SIREN* : Effectif salarié au jour de l'engagement* :

Adresse :

Numéro : _____ Libellé de la voie* : _____

Complément d'adresse : _____

Code postal* : Commune* : _____

@* : _____ 

Aujourd'hui, votre entreprise est-elle assujettie à la taxe d'apprentissage ?* OUI NON

Aujourd'hui, votre entreprise est-elle redevable de la Contribution Supplémentaire Apprentissage ?* OUI NON

Etes-vous une entreprise de travail temporaire ?* OUI NON

Confirme l'engagement de l'entreprise nommée ci-dessus à :

- avoir atteint le taux de 5% de contrats favorisant l'insertion (contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation, CIFRE et VIE) dans l'effectif salarié annuel, **au 31 décembre 2021**,

OU

- avoir au moins 3% d'alternants (contrats d'apprentissage et contrat de professionnalisation) et avoir connu une progression d'au moins 10% (ou dans les proportions prévues par l'accord de branche le cas échéant) **au 31 décembre 2021**, par rapport au 31 décembre 2020 .

Si votre effectif au 31 décembre 2021 devient inférieur à 250 salariés, alors le contrôle de l'atteinte de l'engagement pris ci-dessus sera effectué sur votre effectif à cette date.

Le non-respect au 31 décembre 2021 de ces engagements entrainera une demande de remboursement, par l'Agence de services et de paiements des sommes perçues au titre de la présente aide.

Je suis informé(e) des dispositions de l'article 441-7 du code pénal qui prévoit [...] qu'« est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait : 1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ; 2° De falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ; 3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié. Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor public ou au patrimoine d'autrui.)

Par ailleurs, L'Agence de services et de paiement peut revenir vers l'employeur pour toute information et document complémentaires nécessaires au contrôle du respect des conditions d'attribution de l'aide.

Engagement pris le* :

Signature et « cachet de l'entreprise »